

**PETITION A MONSIEUR LE MINISTRE
DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES
POUR LE RENOUVELLEMENT DES CONTRATS DES FORMATEURS
LINGUISTIQUES¹**

Je, soussigné(e), _____, actuellement en fonctions à/ au _____, direction/service _____ qui bénéficie cette année et/ou ai bénéficié² d'une formation linguistique (langue : _____) au département de la formation du ministère des affaires étrangères et européennes, déplore que cette administration envisage de se séparer des formateurs linguistiques dont le contrat arrivera bientôt à échéance alors que la qualité des cours qu'ils dispensent est unanimement reconnue.

Outre les conséquences que comporterait, sur le plan humain, une réduction drastique du nombre des formateurs, une telle mesure porterait atteinte au droit à la formation que la loi reconnaît à l'ensemble des agents publics.

De plus, à l'heure où il est question de renforcer le rôle de l'institut diplomatique, qui aura vocation, y compris dans le domaine linguistique, à former l'ensemble des agents de la filière internationale et communautaire, il est inconcevable de réduire l'offre de formation en la matière.

Une telle réduction est en contradiction avec l'objectif poursuivi par la réforme du Département, à savoir renforcer le rôle dévolu à ce dernier en matière de coordination de l'action extérieure.

A ce titre, le Département doit se donner les moyens de donner à ses agents « une formation linguistique et professionnelle spécifique », ainsi que le soulignent les auteurs du Livre Blanc sur la politique étrangère et européenne de la France.

Or les formateurs linguistiques du Département exercent des fonctions qui vont bien au-delà de la seule transmission de leur langue maternelle. En effet, elles supposent une connaissance réelle tant de notre administration et de notre pays en général que de la situation politique, économique et sociale des pays de la langue qu'ils enseignent, et force est de constater que ces fonctions ne trouvent pas leur équivalent que ce soit au sein même de la fonction publique ou dans le secteur privé.

Pour ces raisons, Monsieur le Ministre, je demande le maintien en fonctions, dans son format actuel, d'une équipe pédagogique qui a largement fait ses preuves et dont l'excellence est reconnue par l'ensemble de l'administration.

Fait à _____, le _____

Signature

¹ A retourner DES QUE POSSIBLE par courrier à Anne COLOMB/DGA/SYND/57, boulevard des Invalides 75007 PARIS, fax : 01.53.69.37.34, ou courrier électronique anne.colomb@diplomatie.gouv.fr.

² Rayer la mention inutile.